

Le secteur aérien en pleine turbulence



Airbus (ici, un A321 devant l'usine de Saint-Nazaire) s'apprête à supprimer 15 000 postes, 7 500 emplois sont menacés chez Air France... À la peine avant le confinement, l'ensemble du secteur aérien affronte aujourd'hui une crise sans précédent. Après des années de croissance ininterrompue, le ralentissement pourrait être durable pour l'aéronautique. Page 5

Tensions en Asie
L'Inde lance une cyberguerre risquée avec la Chine
Page 2

Présidentielle
Daniel Cohn-Bendit rêve d'un second tour Macron-Jadot
Page 4

Nokia
« L'entreprise jouera toujours un rôle clé à Lannion »
Page 3

École
Sans les rituels de fin d'année, comme un goût d'inachevé
Page Parents-enfants

Coupe de France
Sans prolongations, une tout autre compétition ?
En Sports

Commentaire

par Laurent Marchand (*)

Une droite israélienne aveugle

Faut-il s'en étonner ? Rarement les points communs entre la droite évangélique américaine et la droite jusqu'au-boutiste israélienne n'auront été aussi évidents dans l'histoire contemporaine. Trump et Netanyahu, même combat. L'un comme l'autre aiment les affaires, mais politiquement, ils aiment se revêtir d'une mission suprême pour mieux parler au ventre de leur électeur.

L'un veut restaurer l'Amérique, l'autre refonder Israël. Tous les deux dans un pur esprit partisan, ne feignant même pas de respecter leur adversaire politique. Tous les deux réactivant la mythologie du colon, chargé d'une mission divine. Tous les deux résolus à déchirer rageusement des pages cruciales de l'histoire récente, les années Obama pour l'un, le processus d'Oslo pour l'autre.

Ce 1^{er} juillet, d'une certaine manière, concentre ces troubles similaires. C'est en effet à partir d'aujourd'hui que le gouvernement israélien doit se prononcer sur la mise en œuvre du plan américain pour le Proche-Orient. Un plan présenté en janvier par Donald Trump à la Maison-Blanche, avec force embrassades avec Benjamin Netanyahu, le Premier ministre israélien.

Un plan qui ne prévoit rien de moins que l'annexion de 30 % de

la Cisjordanie et le renoncement *de facto* pour les Palestiniens à faire de Jérusalem Est le siège de leur capitale. En échange d'un hypothétique État palestinien ressemblant à une sorte de misérable chapelet de confettis. Ni viable ni acceptable. Pour reprendre les termes de Michelle Bachelet, Haut-commissaire de l'Onu aux droits de l'Homme, « l'annexion est illégale. Point final. Toute annexion. Qu'il s'agisse de 30 % de la Cisjordanie ou de 5 % ».

Apartheid

Pour Benjamin Netanyahu, l'occasion offerte par Donald Trump pour englober dans le territoire israélien les quelque 400 000 colons qui se sont implantés illégalement en terre palestinienne ne se répétera pas.

Trump ne sera peut-être plus à la Maison-Blanche en janvier prochain. Et le clivage conflictuel qui structure la région entre l'Iran et les pays arabes atténue la pression sur le gouvernement israélien. Après tout, le déplacement de l'ambassade américaine de Tel Aviv à Jérusalem en mai 2018, longtemps considérée comme une ligne rouge dans le monde arabe, n'a pas suscité de réactions intransigeantes dans les capitales du Golfe.

Sur le terrain, pourtant, avant

même sa mise en pratique, le projet américano-israélien a obligé l'Autorité palestinienne à suspendre sa coopération avec les autorités israéliennes. Ce qui a des conséquences quotidiennes dramatiques, surtout en pleine épidémie. Tant sur le plan sanitaire qu'économique. En Cisjordanie, et plus encore à Gaza.

Si Netanyahu décide, au final, de passer en force et de mettre à exécution le projet d'annexion, la fracture sera durable. Pour les Palestiniens, c'est une menace existentielle qui pèse sur leur condition.

Tout le monde sait, au Proche-Orient, que la solution à deux États est désormais compromise, presque une chimère. Mais une chose est de le penser, une autre est d'enterrer officiellement ce projet qui, depuis 1993, a nourri toutes les négociations et bien des espoirs.

Pour les Israéliens, l'annexion comporte en outre un autre risque, sur sa propre condition démocratique. Créer un bantoustan en Palestine formalise une logique d'Apartheid, avec des citoyens palestiniens qui seraient des citoyens de seconde zone. Les pères fondateurs d'Israël avaient bien d'autres rêves.

(*) Rédacteur en chef délégué, en charge de l'international.

Sur les pas d'Astérix en Armorique !



En vente en magasin
et sur boutique.ouestfrance.fr

ouest france